

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 7 mars 1989, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures en vue de la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les services publics", a donné le 19 juillet 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 7 mars 1989 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende maatregelen tot bevordering van gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de overheidsdiensten", heeft op 19 juli 1989 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

En saisissant le Conseil d'Etat d'une demande d'avis sur l'arrêté en projet, le ministre de la Fonction publique lui demande "d'examiner particulièrement la question de savoir si le projet est directement applicable aux services des Exécutifs des Communautés et des Régions et aux personnes morales de droit public qui en dépendent".

A. Champ d'application de l'arrêté en projet.

Suivant l'article 1er en projet, l'arrêté "est applicable à tous les services publics auxquels la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est rendue applicable".

Puisque référence est faite au champ d'application de la loi du 19 décembre 1974 précitée, déterminé par l'article 1er de cette loi, l'arrêté en projet sera applicable :

- aux administrations et autres services de l'Etat, y compris les établissements d'enseignement et les services qui assistent le pouvoir judiciaire,

- aux organismes d'intérêt public,

- aux provinces, aux communes et à tous autres organismes provinciaux ou locaux visés aux articles 108, 108bis et 108ter de la Constitution,

.../...

- aux établissements publics subordonnés aux communes,

- aux polders et aux wateringues.

Or, le législateur national n'est plus compétent pour certains des organismes visés.

L'arrêté en projet ne peut viser l'enseignement à peine de méconnaître les règles de compétence fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles.

En effet, l'autonomie des Communautés pour fixer les règles du statut administratif et pécuniaire du "personnel visé à l'article 17 de la Constitution", c'est-à-dire le personnel enseignant et assimilé, n'est pas affectée par la restriction contenue dans l'article 87, § 4 nouveau, de la loi spéciale. En outre, conformément à l'article 87, § 2, ce sont les exécutifs qui fixent le cadre et procèdent aux nominations. Ils sont seuls compétents pour composer et organiser leurs services. Enfin, le personnel enseignant est, en vertu de l'article 91bis de la loi spéciale, transféré de plein droit aux Communautés concernées.

En conséquence, seuls les Exécutifs des Communautés sont compétents pour imposer des actions positives dans le cadre d'un plan d'égalité des chances.

De même, l'arrêté en projet ne peut pas imposer aux organismes d'intérêt public qui dépendent des Régions et Communautés l'établissement de plans d'égalité de chances.

En effet, le Conseil d'Etat, section de législation, a souligné à diverses reprises que ce sont les exécutifs communautaires et régionaux qui sont compétents pour fixer le statut administratif et pécuniaire de ces organismes, avec l'accord du ministre national de la fonction publique.

De même, l'arrêté en projet ne peut pas imposer des plans d'égalité des chances aux Polders et aux wateringues.

L'article 87, § 3 nouveau, de la loi spéciale du 8 août 1980 précise que les Régions et les Communautés fixent elles-mêmes le statut administratif et pécuniaire du personnel qu'elles contrôlent à l'exception des règles relatives aux pensions.

Cependant, l'entrée en vigueur de cette disposition est subordonnée à l'exécution de l'article 87, § 4, de la loi spéciale aux termes duquel un arrêté royal délibéré en conseil des ministres, pris après l'avis des exécutifs, désignera ceux des principes généraux du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Etat qui seront applicables au personnel des Communautés et Régions.

Un tel arrêté n'a pas encore été pris. En conséquence, le Roi est toujours compétent pour fixer ce statut. Le concept de statut administratif et pécuniaire au sens de l'article 87 doit s'entendre de manière très large. Il couvre toutes les règles régissant les droits et devoirs des agents à l'exception du régime de pension et du statut syndical (1).

.../...

(1) Voir DAMAR, M., "La fonction publique. Quatre années d'évolution", CRISP, C.H., n° 1067-1068, p. 43).

Toutefois, "il se déduit des dispositions de l'article 87 que, si le législateur a laissé au Roi la compétence de fixer un statut commun aux agents de l'Etat et aux fonctionnaires des Exécutifs communautaires et régionaux, en revanche, il a entendu assurer l'autonomie des Communautés et des Régions en leur attribuant le pouvoir de créer, de composer et d'organiser leurs services administratifs (1). Toute disposition qui ne fait pas partie du statut du personnel, mais de l'aménagement structurel des services des exécutifs ne relève pas de la compétence des autorités nationales (2).

S'agissant d'un arrêté royal qui détermine exclusivement le cadre des plans d'égalité des chances et qui ne s'immisce pas dans les compétences des Régions et des Communautés en matière d'organisation des services des exécutifs, le Roi est compétent pour fixer le cadre des plans d'égalité de chances des services entrant dans le champ d'application de l'arrêté en projet.

.../...

(1) Cfr. C.E., arrêt n° 28.582, du 13 octobre 1987.

(2) Cfr. Cour d'arbitrage, arrêt n° 35, du 22 avril 1987.

B. Excès de compétence en ce qui concerne les mesures qui peuvent être prises et les autorités compétentes.

L'arrêté en projet prévoit l'établissement d'un plan d'égalité des chances dans chacun des services publics qu'il vise. Ces plans permettent l'adoption d'actions positives. L'article 4, § 5, en projet prévoit que ces plans seront adoptés par chaque ministre et par chaque organe de gestion des organismes d'intérêt public.

Selon le rapport fait au Sénat à propos du titre V de la loi de réorientation économique du 4 août 1976, il s'agit, par exemple "de mesures exceptionnelles qui pourraient être prises en matière de formation ou de recrutement ou de diverses autres mesures destinées à mettre fin à une situation discriminatoire pour les femmes, ou pour rétablir un équilibre en leur faveur" (1).

La recommandation C.E.E. du 13 décembre 1984 est plus explicite en précisant que les Etats membres doivent faire en sorte que les actions positives incluent, dans la mesure du possible, des actions portant sur les aspects suivants :

"- information et sensibilisation tant du grand public que du monde du travail sur la necessité de promouvoir l'égalité des chances pour les femmes dans la vie professionnelle;

- respect de la dignité des femmes sur le lieu de travail;

- études et analyses qualitatives et quantitatives relatives à la situation des femmes sur le marché de l'emploi;

.../...

---

(1) Doc. Parl., Sénat, 1977-78, n° 415/1, p. 70.

- diversification des choix professionnels et meilleure adéquation des qualifications professionnelles, notamment par une formation professionnelle appropriée, y compris par la mise en oeuvre de mesures d'accompagnement et moyens pédagogiques adaptés;

- mesures nécessaires pour que les services de placement, d'orientation et de conseil disposent d'effectifs qualifiés et en nombre suffisant afin d'offrir un service fondé sur l'expertise nécessaire en ce qui concerne les problèmes particuliers des chômeuses;

- encouragement des candidatures, du recrutement et de la promotion des femmes dans les secteurs, professions et niveaux où elles sont sous-représentées, notamment aux postes de responsabilité;

- adaptation des conditions de travail, aménagement de l'organisation du travail et du temps de travail;

- promotion des mesures d'accompagnement, par exemple celles visant à favoriser un meilleur partage des responsabilités professionnelles et sociales;

- participation active des femmes dans les organismes décisionnels, y compris ceux représentant les travailleurs, les employeurs et les indépendants" (1).

Cette analyse des actions positives démontre clairement qu'il est possible de concevoir une multitude d'actions positives et ce, à tous les stades de l'emploi et du travail.

Etant donné l'étendue des domaines dans lesquels il sera possible d'agir, il faut se demander si les autorités habilitées à adopter les plans n'excéderont pas leurs compétences.

.../...

---

(1) Recommandation 84/635 du 13 décembre 1984.

Selon la note du Ministre de la Fonction publique, des excès de compétence seraient à exclure parce que l'arrêté en projet n'impose aucune action positive déterminée, que chacun appréciera quelles sont les mesures nécessaires et qu'il va de soi qu'en fonction de la nature de la mesure choisie, certaines formes et certaines procédures devront être respectées.

L'article 4, § 5, suivant lequel "le ministre ou l'organe de gestion adopte le plan" devrait être complété en précisant que le plan doit être adopté en respectant les règles de compétence, compte tenu de la nature de l'action positive préconisée.

C. Conclusion.

L'arrêté en projet devrait, dès lors, être revu afin de respecter les dispositions législatives en vigueur.

Il faudrait d'une part restreindre le champ d'application de l'arrêté et, d'autre part, veiller à ne pas attribuer une compétence générale aux ministres et organes de gestion pour arrêter les plans d'égalité de chances.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Alinéa 3.

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu le protocole du 17 février 1989 du Comité commun à l'ensemble des services publics;".

Dispositif.

Article 1er.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale relative au champ d'application de l'arrêté en projet.

Article 2.

La première phrase du texte néerlandais devrait être rédigée en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Mieux vaut écrire à la deuxième phrase du texte français : "Ces actions sont menées au moyen de plans d'égalité de chances ... (la suite comme au projet)".

La fin de la deuxième phrase du texte néerlandais devrait être rédigée comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

Il n'y a pas lieu de diviser en paragraphes un article ne comprenant que deux alinéas.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Un plan d'égalité de chances doit être établi dans chaque service public".

Article 4.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

Il y a lieu d'écrire :

"§ 3. Dans les six mois qui suivent l'établissement du rapport, le ministre ou l'organe de gestion arrête un projet de plan d'égalité de chances".

.../...

Paragraphe 4.

Selon l'article 4, § 4, en projet, le projet de plan doit être notamment soumis à l'avis du ministre qui a l'émancipation sociale dans ses attributions.

Selon l'arrêté en projet, des plans d'égalité des chances seront établis au sein du Gouvernement national, mais aussi au sein des services des exécutifs des Communautés et des Régions.

L'arrêté en projet impose donc à une autorité nationale de donner un avis dans un délai de rigueur sur les plans élaborés par des autorités régionales ou communautaires.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a rappelé à plusieurs reprises qu'un décret ou un arrêté ne pouvait pas lier la compétence de l'autorité communautaire ou régionale à un avis de l'autorité nationale, ni imposer à celle-ci de donner un tel avis.

L'arrêté en projet ne peut donc imposer au ministre national qui a l'émancipation sociale dans ses attributions de donner un avis sur les plans d'égalité de chances établis par les exécutifs communautaires ou régionaux.

.../...

Par ailleurs, mieux vaudrait, dans le même paragraphe 4, conformément au rapport au Roi, écrire que le ministre ou l'organe de gestion doit soumettre le projet à l'avis de la Commission du travail des femmes, au ministre qui a l'Emancipation sociale dans ses attributions, ainsi qu'à la commission interne d'accompagnement.

Dans le rapport au Roi, plus précisément, dans le commentaire consacré au texte français de l'article 4, alinéa 1er, les mots "... les détails à respecter ..." doivent être remplacés par les mots "les délais à respecter".

Article 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des remarques qui ont été faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

L'article 6 en projet crée dans chaque service public au sein du comité de concertation compétent le plus élevé une commission interne d'accompagnement.

Dès lors, puisque cet article vise un comité de concertation, il y a lieu de viser dans le préambule la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10.

Le premier alinéa de l'article 6 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Dans chaque service public, une commission interne d'accompagnement est créée au sein du comité de concertation compétent le plus élevé. Cette commission est compétente pour : (...).

En outre, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'omettre le mot "belast".

Enfin, aux termes du deuxième alinéa du même article, deux tiers au maximum des membres des commissions internes d'accompagnement pourront être du même sexe, masculin ou féminin.

Le projet devrait tendre à respecter, au sein des commissions internes d'accompagnement, l'égalité réelle qu'il tend à réaliser dans les services publics, d'autant plus que certaines personnes sont membres de droit de la commission. De plus, on n'aperçoit pas qui désignera un autre représentant d'un autre sexe si le plafond prévu dans l'article en projet est dépassé.

Article 7.

Conformément à différents avis donnés précédemment par la section de législation du Conseil d'Etat, il n'appartient pas à l'autorité nationale d'imposer aux autorités communautaires et régionales de siéger au sein de commissions.

.../...

L'autorité nationale peut, au sein des organes consultatifs qu'elle crée, laisser place à des représentants des Communautés et des Régions. Mais de telles dispositions ne peuvent pas impliquer de nouvelles obligations pour les Communautés et les Régions ni avoir pour conséquence que l'absence éventuelle des représentants des Communautés et des Régions puisse affecter en quoi que ce soit la régularité des avis à émettre (avis L. 14.837/1/V - voir aussi, e.a., les avis L. 14.221/2, L. 14.212/2/V, L. 14.725/2, etc.).

Dans une note, le ministre explique que, dans le contexte juridique actuel, il convient de créer un organe chargé de veiller à l'application uniforme de l'article 6 de la Constitution et des statuts du personnel et qu'un tel comité ne peut qu'apporter un enrichissement mutuel.

Ces arguments ne justifient pas que la loi ou le Roi puisse obliger une autorité communautaire ou régionale à siéger au sein d'une commission pour y donner un avis.

D'autre part, si l'arrêté en projet peut prévoir la présence d'autorités communautaires ou régionales au sein d'une commission nationale, il ne peut leur imposer de siéger en son sein. Une telle disposition ne peut davantage avoir pour conséquence que l'absence éventuelle des représentants des Communautés et Régions puisse affecter en quoi que ce soit la régularité de l'avis à émettre.

Il convient donc de modifier l'article 7 en projet afin de permettre la présence des membres des Exécutifs communautaires et régionaux mais non de leur imposer de la sorte une nouvelle obligation.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De Minister van Openbaar Ambt dient bij de Raad van State een aanvraag om advies in over het ontworpen besluit en verzoekt de Raad meer in het bijzonder na te gaan of het ontwerp direct van toepassing is op de diensten van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven en op de publiekrechtelijke rechtspersonen die eronder ressorteren.

A. Toepassingssfeer van het ontworpen besluit.

Luidens het ontworpen artikel 1 is het besluit "van toepassing op alle overheidsdiensten waarop de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel toepasselijk wordt verklaard".

Aangezien wordt verwezen naar de werkingssfeer van de evengenoemde wet van 19 december 1974, die in artikel 1 van die wet is bepaald, zal het ontworpen besluit van toepassing zijn op :

- de rijksbesturen en de andere rijksdiensten, met inbegrip van de onderwijsinrichtingen en van de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan;

- de instellingen van openbaar nut;

- de provincies, de gemeenten en alle andere provinciale of plaatselijke instellingen bedoeld in de artikelen 108, 108bis en 108ter van de Grondwet;

.../...

- de openbare instellingen die ondergeschikt zijn aan de gemeenten;

- de polders en de wateringen.

Nu is echter de nationale wetgever niet meer bevoegd voor sommige van de bedoelde instanties.

Het ontworpen besluit kan niet verwijzen naar het onderwijs zonder voorbij te gaan aan de bevoegdheidsregels vastgesteld in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Immers, de autonomie van de Gemeenschappen om de regels te bepalen van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het "personeel bedoeld in artikel 17 van de Grondwet", dat wil zeggen het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel, wordt niet aangetast door de beperking die is vervat in het nieuwe artikel 87, § 4, van de bijzondere wet. Bovendien bepaalt artikel 87, § 2, dat de executieven de personeelsformatie vaststellen en de benoemingen doen. Zij alleen zijn bevoegd om hun diensten samen te stellen en te organiseren. Ten laatste wordt het onderwijzend personeel krachtens artikel 91bis van de bijzondere wet van rechtswege naar de betrokken Gemeenschappen overgeheveld.

Bijgevolg zijn enkel de Gemeenschapsexecutieven bevoegd om positieve acties voor te schrijven in het raam van een plan voor gelijke kansen.

Evenzo kan het ontworpen besluit de instellingen van openbaar nut die onder de Gewesten en de Gemeenschappen ressorteren, niet verplichten plannen voor gelijke kansen op te leggen.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft immers al herhaalde malen beklemtoond dat de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven bevoegd zijn om, met de instemming van de nationale minister van openbaar ambt, het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van die instanties vast te stellen.

Het ontworpen besluit kan evenmin plannen voor gelijke kansen opleggen aan de polders en de wateringen.

Het nieuwe artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt dat de Gewesten en de Gemeenschappen zelf het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel waarop zij toezicht hebben vaststellen, met uitzondering van de pensioenregeling.

De inwerkingtreding van die bepaling hangt echter af van de uitvoering van artikel 87, § 4, van de bijzondere wet, luidens welk artikel een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen na advies van de Executieven, die algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van het rijkspersoneel aanwijst welke van toepassing zullen zijn op het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Een dergelijk besluit is nog niet genomen. Bijgevolg is de Koning nog steeds bevoegd om dat statuut vast te stellen. Het begrip "administratief en geldelijk statuut" in de zin van artikel 87 moet zeer ruim worden opgevat. Het omsluit alle voorschriften die de rechten en ver-

.../...

plichtingen van het personeel regelen, met uitzondering van de pensioenregeling en het vakbondsstatuut (1).

Uit de bepalingen van artikel 87 blijkt evenwel dat de wetgever weliswaar aan de Koning de bevoegdheid heeft overgelaten om een gemeenschappelijk statuut voor het rijkspersoneel en voor het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven vast te stellen, maar dat hij aan de andere kant heeft willen zorgen voor de autonomie van de Gemeenschappen en de Gewesten door ze de bevoegdheid te verlenen om hun administratieve diensten op te richten, samen te stellen en te organiseren (2). Elke bepaling die geen deel uitmaakt van het statuut van het personeel maar van de structurele uitbouw van de diensten van de Executieven, behoort niet tot de bevoegdheid van de nationale overheid (3).

Aangezien het een koninklijk besluit betreft dat ertoe is beperkt het kader van de plannen voor gelijke kansen te scheppen en dat zich niet bezighoudt met de bevoegdheden van de Gewesten en de Gemeenschappen inzake organisatie van de diensten van de Executieven, is de Koning bevoegd om het kader te scheppen van de plannen voor gelijke kansen van de diensten die in de toepassingssfeer van het ontworpen besluit vallen.

.../...

---

(1) Zie DAMAR, M., "La fonction publique. Quatre années d'évolution", CRISP, C.H., nr. 1067-1068, blz. 43.

(2) Zie Raad van State, arrest nr. 28.582 van 13 oktober 1987.

(3) Zie Arbitragehof, arrest nr. 35 van 22 april 1987.

B. Bevoegdheidsoverschrijding op het stuk van de maatregelen die kunnen worden genomen en de bevoegde instanties.

Het ontworpen besluit voorziet in het opmaken van een plan voor gelijke kansen in elk van de erin bedoelde overheidsdiensten. Die plannen maken het mogelijk positieve acties aan te nemen. Het ontworpen artikel 4, § 5, bepaalt dat die plannen zullen worden goedgekeurd door elke minister en door elk beheersorgaan van de instellingen van openbaar nut.

Volgens het verslag dat aan de Senaat is gedaan over titel V van de wet tot economische heroriëntering van 4 augustus 1976, gaat het bijvoorbeeld om "uitzonderlijke maatregelen die, inzake opleiding of aanwerving, kunnen worden getroffen, of verscheidene andere maatregelen die tot doel hebben een einde te maken aan een voor de vrouwen discriminerende toestand, of om het evenwicht in hun voordeel te herstellen" (1).

De E.E.G.-aanbeveling van 13 december 1984 is explicieter doordat ze preciseert dat de Lid-Staten er zorg voor moeten dragen dat de positieve acties zoveel mogelijk acties omvatten die betrekking hebben op de volgende aspecten :

"- voorlichting en bewustmaking zowel van het grote publiek als in de wereld van de arbeid met betrekking tot de noodzaak gelijke kansen voor vrouwen in het beroepsleven te bevorderen;

- eerbiediging van de waardigheid van de vrouw op de arbeidsplaats;

.../...

---

(1) Gedr. St., Senaat, 1977-78, nr. 415/1, blz. 70.

- kwalitatieve en kwantitatieve studies en analyses met betrekking tot de situatie van vrouwen op de arbeidsmarkt;

- diversificatie van de beroepskeuzemogelijkheden en een betere aanpassing van de beroepskwalificaties aan de behoeften, met name door middel van een adequate beroepsopleiding, daarbij inbegrepen tenuitvoerlegging van aangepaste begeleidende maatregelen en pedagogische methoden;

- maatregelen die nodig zijn om de diensten voor arbeidsbemiddeling, beroepskeuzevoorlichting en advies, de beschikking te geven over voldoende gekwalificeerd personeel om op basis van de vereiste deskundigheid inzake de specifieke problemen van vrouwelijke werklozen bijstand te bieden;

- het stimuleren van sollicitaties, aanwerving en bevordering van vrouwen in sectoren, in beroepen en op niveaus waar zij ondervertegenwoordigd zijn, met name op verantwoordelijke posten;

- aanpassing van de arbeidsomstandigheden, aanpassing van de organisatie van de arbeid en de arbeidstijd;

- stimulering van begeleidende maatregelen, bij voorbeeld die welke gericht zijn op een betere verdeling van de taken in beroep en maatschappij;

- actieve deelneming van de vrouw in besluitvormingsorganen, met inbegrip van die welke werknemers, werkgevers of zelfstandigen vertegenwoordigen" (1).

Deze analyse van de positieve acties toont duidelijk aan dat in alle stadia van werkvoorziening en arbeid talrijke positieve acties denkbaar zijn.

.../...

---

(1) Aanbeveling 84/635 van 13 december 1984.

Gezien de uitgebreidheid van de domeinen waarin zal kunnen worden opgetreden, moet men zich de vraag stellen of de instanties die gemachtigd zijn om de plannen goed te keuren, hun bevoegdheden niet te buiten zullen gaan.

Volgens de nota van de Minister van Openbaar Ambt is bevoegdheidsoverschrijding uitgesloten omdat het ontworpen besluit geen enkele welbepaalde positieve actie voorschrijft, omdat iedereen zelf zal uitmaken welke maatregelen noodzakelijk zijn en omdat het vanzelf spreekt dat naargelang van de aard van de gekozen maatregel bepaalde vormvereisten en bepaalde procedures in acht zullen moeten worden genomen.

Artikel 4, § 5, luidens hetwelk "de Minister of het beheersorgaan het plan aan(neemt)", zou moeten worden aangevuld met de nadere bepaling dat het plan moet worden goedgekeurd met inachtneming van de bevoegdheidsvoorschriften, rekening houdend met de aard van de voorgestelde positieve actie.

C. Conclusie.

Het ontworpen besluit zou bijgevolg moeten worden herzien om de geldende wetsbepalingen na te leven.

Enerzijds zou de toepassingssfeer van het besluit moeten worden beperkt en anderzijds zou ervoor moeten worden gezorgd dat aan de ministers en de beheersorganen geen algemene bevoegdheid wordt verleend om de plannen voor gelijke kansen vast te stellen.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Derde lid.

Het derde lid zou beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Gelet op het protocol van 17 februari 1989 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking omtrent de werkingssfeer van het ontworpen besluit.

Artikel 2.

In de eerste volzin schrijve men : "... acties bestaan in acties op de gebieden ...".

Het zou beter zijn in de tweede volzin van de Franse tekst te schrijven : "Ces actions sont menées au moyen de plans d'égalité de chances ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst zou aan het slot van de tweede volzin geschreven moeten worden :

"... hun aanwezigheid in en hun deelneming aan het beroepsleven op alle hiërarchische niveaus".

Artikel 3.

Het is niet nodig een artikel dat slechts twee leden omvat in te delen in paragrafen.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 3. In elke overheidsdienst behoort een gelijke-kansenplan te worden opgemaakt".

Artikel 4.

Paragraaf 1.

Men behoort te schrijven : "... wijst de Minister of het beheersorgaan een ambtenaar aan belast met het opmaken van het rapport bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, en met het aan de Minister voorleggen van een ontwerp van gelijke-kansenplan bedoeld in artikel 3, § 2, 2°".

.../...

Paragraaf 2.

Men schrijve : "... wordt het rapport bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, opgemaakt".

Paragraaf 3.

Men schrijve :

"§ 3. Binnen zes maanden na het opmaken van het rapport stelt de Minister of het beheersorgaan een ontwerp van gelijke-kansenplan vast".

Paragraaf 4.

Volgens het ontworpen artikel 4, § 4, dient het ontwerp-plan onder meer voorgelegd voor advies aan de minister die bevoegd is voor maatschappelijke emancipatie.

Volgens het ontworpen besluit zullen gelijke-kansenplannen worden opgemaakt binnen de nationale Regering, maar ook binnen de diensten van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven.

Het ontworpen besluit legt dus een nationale overheid de verplichting op om binnen een bindende termijn te adviseren omtrent de plannen die door Gewest- of Gemeenschapsorganen zijn opgemaakt.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft er herhaaldelijk op geattendeerd dat een decreet of een besluit de bevoegdheid van een Gemeenschaps- of Gewestoverheid niet vermag te verbinden aan het advies van de nationale overheid en de laatstgenoemde evenmin vermag voor te schrijven een zodanig advies te geven.

Het gaat dus niet aan dat het ontworpen besluit de nationale minister bevoegd voor maatschappelijke emancipatie voorschrijft te adviseren omtrent de gelijke-kansenplannen die door de Executieven van de Gemeenschappen of de Gewesten zijn opgemaakt.

Het zou trouwens beter zijn om overeenkomstig het Verslag aan de Koning, in dezelfde paragraaf 4, te schrijven dat de minister of het beheersorgaan het ontwerp om advies dient voor te leggen aan de Commissie Vrouwenarbeid, aan de minister tot wiens bevoegdheid maatschappelijke emancipatie behoort, alsook aan de interne begeleidingscommissie.

In het Verslag aan de Koning, bepaaldelijk in de Franse tekst van het commentaar bij artikel 4, eerste lid, moeten de woorden "les détails à respecter" worden vervangen door de woorden "les délais à respecter".

Artikel 5.

In 1° behoort men te schrijven :

"... toestanden die verholpen dienen te worden;".

.../...

In 6° schrijve men :

"6° de naam van de leidende persoon (personen) voor het uitvoeren van ...;".

In 7° zou het beter zijn te schrijven :

"de nadere regels betreffende de periodieke beoordeling en de eindbeoordeling van de positieve acties alsook betreffende het toezicht op de toepassing van die regels in de overheidsdiensten, alsmede de eventuele correcties daarop".

Artikel 6.

Het ontworpen artikel 6 richt in elke overheidsdienst binnen het hoogste bevoegde overlegcomité een interne begeleidingscommissie op.

Hieruit volgt dat, aangezien dit artikel een overlegcomité op het oog heeft, in de aanhef moet worden verwezen naar de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid naar artikel 10.

Het zou beter zijn het eerste lid van het ontworpen artikel 6 als volgt te stellen :

"In elke overheidsdienst wordt binnen het hoogste bevoegde overlegcomité een interne begeleidingscommissie opgericht. Deze commissie is bevoegd om : (...)".

Bovendien dient in de Nederlandse tekst, het woord "belast" weggelaten.

Ten slotte zal naar luid van het tweede lid van hetzelfde artikel ten hoogste twee derde van de leden van de interne begeleidingscommissies tot hetzelfde geslacht mogen behoren, mannelijk of vrouwelijk.

Het ontwerp zou er moeten toe strekken binnen de interne begeleidingscommissies de reële gelijkheid in acht te nemen die het in de overheidsdiensten tot stand wil brengen, te meer omdat sommige personen van rechtswege lid zijn van de commissie. Men ziet daarenboven niet in wie een andere vertegenwoordiger van een ander geslacht zal aanwijzen, als de in het ontworpen artikel bepaalde bovengrens wordt overschreden.

Artikel 7.

Overeenkomstig verscheidene adviezen die de afdeling wetgeving van de Raad van State al eerder heeft gegeven, is de nationale overheid niet gerechtigd om de Gemeenschaps- en Gewestoverheden te verplichten in commissies te zetelen.

De nationale overheid mag binnen de adviesorganen die zij opricht een plaats inruimen voor vertegenwoordigers van de Gemeenschappen en de Gewesten. Dusdanige bepalingen mogen echter geen nieuwe verplichtingen voor de Gemeenschappen en de Gewesten met zich brengen, noch ertoe leiden dat het eventuele ontbreken van de vertegenwoordigers van de

Gemeenschappen en de Gewesten welke gevolgen dan ook kan hebben voor de regelmatigheid van de adviezen die uitgebracht moeten worden (advies L. 14.837/1/V - zie ook, o.a., de adviezen L. 14.221/2, L. 14.212/2/V, L. 14.725/2, enz.).

De minister zet in een nota uiteen, dat in de huidige juridische context een orgaan moet worden opgericht wiens rol het is er over te waken dat artikel 6 van de Grondwet en de rechtspositieregelingen van het personeel op eenvormige wijze worden toegepast en, dat een dergelijk comité noodzakelijkerwijs een wederzijdse verrijking zal betekenen.

Deze argumenten zijn geen rechtvaardiging voor het feit dat de wet of de Koning een Gemeenschaps- of Gewestoverheid kunnen verplichten in een commissie te zetelen om er te adviseren.

Anderzijds kan het ontworpen besluit wel voorschrijven dat de Gemeenschaps- of Gewestautoriteiten aanwezig zouden zijn in een nationale commissie, maar het kan ze niet verplichten zitting te hebben in die commissie. Zulke bepaling kan evenmin voor gevolg hebben dat de eventuele afwezigheid van vertegenwoordigers van de Gemeenschappen en de Gewesten de regelmatigheid van het advies dat moet worden gegeven zou beïnvloeden.

Het past dus het ontworpen artikel 7 te wijzigen om de aanwezigheid van de leden van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven mogelijk te maken, zonder ze zodoende een nieuwe verplichting op te leggen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
C.-L. CLOSSET, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.